



OCTOBRE 2020

# PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET COÛTS DU TRM

## Sommaire

Perspectives économiques.....	1
Conjoncture et prévisions chiffrées.....	5
Coûts du TRM depuis un an.....	7

L'incertitude s'installe avec un risque de nouveaux coups de frein pour l'économie provoqués par une épidémie de covid-19 toujours active.

L'économie subit les conséquences fluctuantes de l'activité de l'épidémie de covid-19. Après une chute brutale au 2<sup>ème</sup> trimestre, pouvant descendre jusqu'à -20 % dans certains pays, le 3<sup>ème</sup> trimestre est marqué par un rebond important. Pour l'instant, l'incertitude pèse sur la fin de l'année. Ainsi le PIB mondial devrait connaître une baisse de l'ordre de -4,5 % pendant que celui de la France pourrait enregistrer une chute comprise entre -9 % et -10 % sur l'année 2020.

Les prévisions pour la France en 2021 (Banque de France, PLF, etc.) sont en revanche positives : croissance du PIB entre +7 % et +8 %, inflation limitée entre +0,5 % et +0,9 %, investissements à +15 %, taux d'intérêt stables, pétrole à un niveau bas. Seul indicateur défavorable, le taux de chômage monterait à 11 %. Le retour à un niveau d'avant crise de l'économie française est attendu pour 2022.

Le TRM, fortement affecté, enregistre aussi un rebond, mais sans retour pérenne au niveau de 2019, l'incertitude sur la période de fin d'année pourrait se traduire par des effets dépressifs importants.

## Perspectives économiques

---

### • Tendances de l'économie mondiale

La propagation de l'épidémie de covid-19 à travers le monde affecte l'activité humaine, provoquant une crise économique « sans précédent ». Active en Chine à la fin de l'année 2019, l'épidémie se propage ensuite au reste du monde avec des pics importants au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre 2020.

Sans grande concertation entre États et pour éviter un choc sanitaire plus grave pour leurs populations, les pays développés et émergents frappés mobilisent leurs services de santé et prennent des mesures de protection sanitaire en recourant notamment à des phases de confinement. En conséquence, des pans entiers de l'économie sont mis à l'arrêt ou fortement ralentis, largement désorganisés et désynchronisés, avec des limitations importantes touchant les échanges extérieurs. Cette « 1<sup>ère</sup> vague » de l'épidémie a un impact économique majeur, même s'il demeure variable d'un territoire à l'autre. Ainsi, au

2<sup>ème</sup> trimestre 2020, le PIB mondial chute de -10 %, et par exemple de -5 % à -10 % en Allemagne, en Australie, au Japon ou aux USA ; de -10 % à -20 % au Brésil, au Canada, en France, en Italie, au Mexique ou au Royaume-Uni et la baisse franchit la barre des -20 % en Espagne ou en Inde, etc. Dès le déclenchement de la crise, les différents gouvernements mettent en place des plans d'aide massifs permettant de limiter en partie les dégâts, souvent en procurant des revenus de substitution aux ménages et des facilités diverses aux entreprises.

#### **Perspectives mondiales : croissance du PIB**

	2018	2019	2020	2021
Monde	3,4	2,6	-4,5	5,0
USA	2,9	2,2	-3,8	4,0
Chine	6,7	6,1	1,8	8,0
Inde	6,1	4,2	-10,2	10,7
Zone euro	1,9	1,3	-7,9	5,1
France	1,8	1,5	-9,5	5,8
Allemagne	1,5	0,6	-5,4	4,6
Royaume-Uni	1,3	1,5	-10,1	7,6

Source : OCDE – septembre 2020

Passé ce premier choc, la période des déconfinements s'accompagnant d'autres mesures sanitaires moins strictes ou plus localisées, la consommation et la production redémarrent. Cela entraîne mécaniquement un rebond économique important au 3<sup>ème</sup> trimestre. Mais ce redémarrage reste partiel et ce regain sera insuffisant à l'échelle de 2020.

L'incertitude sur le risque épidémique pour la fin de l'année reste actuellement forte et des signes de ralentissement économique importants apparaissent déjà. Ainsi, pour la plupart des économies, le rebond, les aides et les politiques conciliantes seront insuffisants pour retrouver, dès la fin de l'année 2020, la situation antérieure. La croissance annuelle du PIB reste affectée et prévue en baisse de -4,5 % pour l'ensemble de l'économie mondiale.

Les perspectives pour 2021 et au-delà restent soumises à un aléa sanitaire important. Le scénario retenu par la plupart des observateurs (FMI, OCDE, etc.) est celui d'un **retour progressif au niveau d'avant crise d'ici la fin de l'année 2022**, mais avec des décalages et des disparités importantes d'un pays à l'autre. De même, certains secteurs ou territoires resteront plus durablement affectés.

Cette situation s'accompagne d'une réduction importante de la demande mondiale en matière première qui pèse sur leurs cours et limite les perspectives de croissance de nombreuses économies émergentes. Le coût des mesures sanitaires et économiques accroît significativement la dette souveraine. Si la politique très accommodante des banques centrales s'avère pour l'instant payante, les risques de défauts sont toutefois élevés et certains pays émergents font déjà appel aux aides du FMI.

Les autres risques subsistent. La politique future des USA vis-à-vis de ses partenaires ou de ses adversaires reste un sujet d'incertitude majeur avec la tenue prochaine des élections présidentielles. À l'échelle de l'économie européenne, un retour brutal aux règles de l'OMC pour les relations avec le Royaume-Uni provoquerait de nombreux remous venant s'ajouter aux désorganisations persistantes dans certains secteurs.

#### • **Situation économique de la France**

Au plus fort de la crise, au 2<sup>ème</sup> trimestre 2020, avec l'impact du confinement, le recul de l'économie française est de -13,8 %. Cette baisse intervient après un premier recul de -0,2 % à la fin 2019 (au 4<sup>ème</sup> trimestre) et de -5,9 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2020 fortement impacté dès le début du confinement en mars.

Malgré un rebond très dynamique au 3<sup>ème</sup> trimestre, estimé à +16 %, la poursuite de l'épidémie fait craindre un ralentissement général au cours du 4<sup>ème</sup> trimestre. Au total sur

l'année, la production de richesse en France connaîtrait une baisse comprise entre -9 % et -10 %, ramenant le PIB de 2020 au niveau de 2012.

Avec une économie qui a déjà retrouvé 95 % de sa capacité et compte tenu des incertitudes diverses à très court terme suscitées par la situation sanitaire et ses impacts économiques potentiels, les perspectives de croissance pour 2021 restent positives. En tendance, sans nouveau choc, **la croissance économique pourrait atteindre +7 % à +8 % en 2021 et le PIB de la France retrouverait ainsi le niveau d'avant crise en début d'année 2022.**

La baisse enregistrée en 2020 est sans précédent<sup>1</sup> et à 468 milliards d'euros les mesures d'urgence du gouvernement pour soutenir l'économie s'avèrent également inédites. Ce montant comprend 64,5 milliards d'aide versés par l'État (indemnités de chômage partiel, fonds de solidarités, etc.) auxquels s'ajoutent 76 milliards d'euros de reports d'échéances fiscales ou sociales et diverses mesures de soutien représentant des montants qui n'ont pas été prélevés par l'État. Ces deux volets, avec 140,5 milliards d'euros, représentent 5,8 % du PIB de 2019. Le solde, 327,5 milliards d'euros, est principalement constitué des garanties et assurances (PGE, etc.) n'engageant pas de dépense directe et immédiate de la part de l'État.

Si chacun assume son quotidien, les incertitudes face aux conséquences potentielles de l'épidémie et ses conséquences à court terme favorisent un attentisme profond. Les entreprises gèlent leurs plans d'investissement et les ménages augmentent leur épargne de précaution mesurée à 85 milliards d'euros. L'ensemble des acteurs économiques limitent leurs projets. L'indicateur clé est le niveau du chômage. Si le mécanisme d'indemnisation par l'État des arrêts partiels a facilité la reprise rapide en limitant les pertes de revenu des ménages, le choc ressenti n'a pas empêché une destruction importante de 715 000 emplois en 6 mois. De fait, renouvellements et créations d'emplois sont limités, la destruction nette est élevée et le chômage après avoir baissé à 7,1 % de la population active en début d'année devrait remonter très rapidement ; l'INSEE estime qu'il devrait atteindre 9,7 % dès la fin de l'année 2020.

Cette situation nécessite le maintien d'un soutien important. Ainsi, le projet de loi de finances pour 2021 comprend un plan de relance économique de 100 milliards d'euros au total cadencé sur plusieurs années et qui s'ajoute aux mesures d'urgence déjà prises. L'impact attendu pour 2021 représente 1,3 à 1,4 point de croissance du PIB.

La situation reste également très tendue pour les secteurs qui apparaissent comme durablement affectés : transport de voyageurs, agence de voyages, hôtellerie-restauration, construction aéronautique et activités culturelles et événementielles sont les principaux. L'INSEE mesure leur poids économique à 9 % du PIB et 13 % de l'emploi salarié total.

#### • L'activité du TRM

Les données statistiques habituellement analysées pour suivre l'évolution du transport routier de marchandises – l'activité exprimée en tonnes-kilomètres et les immatriculations de poids lourds neufs - n'ont pas été mises à jour avec la crise.

Pour l'activité en tonnes-kilomètres, le dernier point connu fait état d'une forte baisse du pavillon français au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2020, à -5,7 %.

D'autres séries ou indicateurs, utilisés pour rendre compte de la situation et de la conjoncture du secteur, font état d'une perte d'activité très importante au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre atteignant jusqu'à -40 % au cours du mois d'avril<sup>2</sup>. Les mêmes indicateurs font état ensuite d'un retour à une situation moins rude après le déconfinement en mai. Mais ce

<sup>1</sup> Le PIB de la France, mesuré depuis 1949, n'a connu que 3 années de recul : de -1 % en 1975, de -0,6 % en 1993 et de -2,9 % en 2009. La baisse la plus forte atteinte sur un trimestre était de -5,3 %, au 2<sup>ème</sup> trimestre 1968.

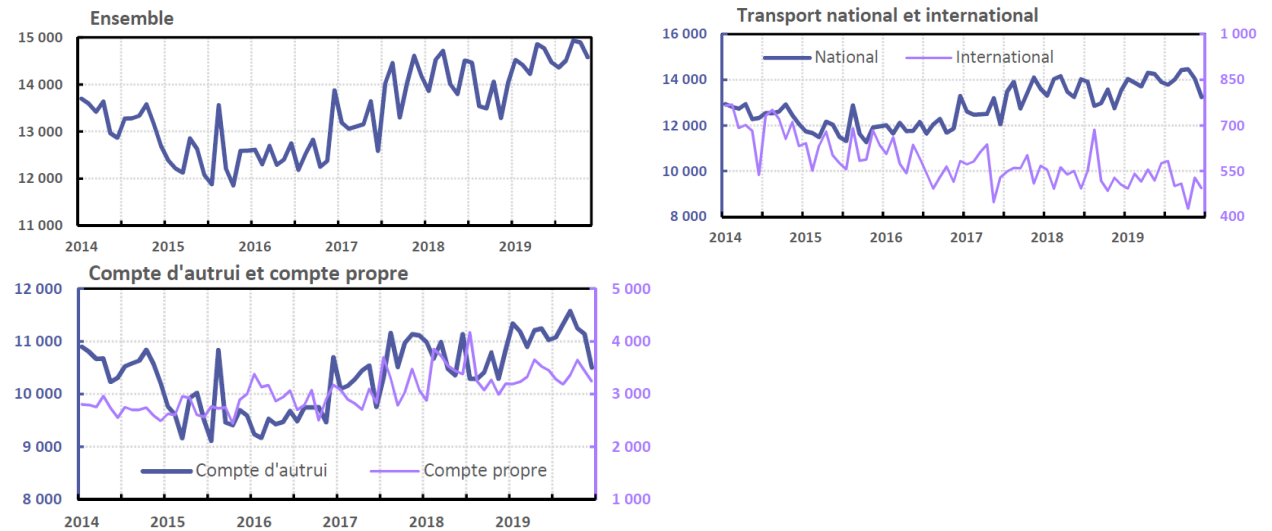
<sup>2</sup> Enquête professionnelle de la FNTR et baromètre d'activité du CNR.

retour vers les niveaux d'avant crise au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre est très progressif, avec de forts ralentissements et il reste fragile.

Si l'INSEE prévoit à -20 % la perte d'activité en fin d'année 2020 pour l'ensemble de la branche transport et entreposage, cette donnée est difficilement interprétable, car elle concerne l'ensemble du transport tout mode confondu (aérien, voyageurs, etc.).

Selon les constructeurs<sup>3</sup>, les investissements en véhicules affichent une forte baisse de -35,3 % pour les ventes de véhicules lourds en France (16 tonnes et plus, hors autocars et bus), sur 8 mois à fin août.

#### **TRM – Activité du pavillon français (millions de t.km, données mensuelles, CVS – CJO)**



SDES, Bulletin trimestriel statistique des transports / enquête TRM, mai 2020

<sup>3</sup> ACEA, European Automobile Manufacturers Association.

## Conjoncture et prévisions chiffrées

Précision méthodologique sur les indicateurs économiques présentés : cette note s'appuie sur les données économiques, statistiques ou prévisionnelles récentes et disponibles à la date du 9 octobre 2020. Les organismes producteurs sont : la Banque Centrale Européenne, la Banque de France, BNP-Paribas, le Crédit Agricole, l'INSEE, l'OCDE et le SDES.

La mention « PLF 2021 » renvoie aux données ou prévisions du « rapport économique, social et financier » de la Commission économique de la Nation (ministère de l'Économie et des Finances). Il s'agit du scénario économique officiel pour la préparation du projet de loi de finances pour 2021.

Sauf indications contraires : les séries économiques (PIB, FBCF, etc.) présentées intègrent des résultats du 2<sup>e</sup> trimestre 2020 ; les cotations et taux (USD, Brent, etc.) intègrent les cours au 30 septembre. Au-delà, l'ensemble des valeurs sont des prévisions.

Le CNR ne produit aucun scénario macro-économique : les données présentées sont uniquement celles diffusées publiquement par les institutions citées en source. Certaines données sont non renseignées, car elles ne font pas partie des séries communiquées par les organismes diffuseurs dans le cadre de leurs prévisions. Par exemple, l'INSEE ne diffuse pas de séries avec des prévisions sur les taux d'intérêt dans sa note de conjoncture et le SDES ne diffuse aucune prévision.

Avertissement : l'ensemble des données, les résultats comme les prévisions, sont soumises à des aléas importants. D'une part, la collecte des résultats a été perturbée par la crise sanitaire et, d'autre part, les prévisions sont relatives à des hypothèses prises sur le déroulement futur de la crise et de ses conséquences économiques probables en fonction des informations disponibles au moment de leur élaboration. De même, certaines données, habituellement présentées ou commentées sont restées non disponibles et certains scénarios sont incomplets (la prévision la plus récente datant alors de juin).

Les prévisions récentes de la Banque de France ne portent que sur certains indicateurs, les données issues des scénarios antérieurs sont accompagnées d'un avertissement.

### 1 – France - PIB – Taux de croissance en volume

%	Croissance annuelle (N = N / N-1)			Croissance trimestrielle (T = T / T-1)					
	Résultat	Prévision		Résultat			Prévision		
	2019	2020	2021	T4 2019	T1 2020	T2 2020	T3 2020	T4 2020	T1 2021
INSEE	1,5	-9,0		-0,2	-5,9	-13,8	16,0	0,0	
BdF/BCE	1,3	-8,7	7,4						
PLF 2021	1,5	-10,0	8,0						
BNP PARIBAS	1,5	-9,8	6,8						

### 2 – France – Taux d'inflation

%	Croissance annuelle (N = N / N-1)			Croissance trimestrielle (T = T / T-4)					
	Résultat	Prévision		Résultat			Prévision		
	2019	2020	2021	T4 2019	T1 2020	T2 2020	T3 2020	T4 2020	T1 2021
<u>Déflateur du PIB</u>									
INSEE	1,2			0,4	1,2	2,7			
BdF/BCE	1,5	1,1 j	-0,1 j						
PLF 2021	1,2	1,8	0,3						
<u>Inflation / IPCH</u>									
INSEE / α	1,1	0,5		-0,3	0,8	-0,5	0,3		
BdF/BCE	1,3	0,5	0,6						
PLF 2021	1,1	0,6	0,8						
BNP PARIBAS	1,3	0,6	0,9						
Crédit Agricole	1,3	0,5	0,5						

α – IPC, données trimestrielles provisoires

j - Scénario de juin

### 3 – France – Investissements (FBCF totale) – taux de croissance en volume

%	Croissance annuelle (N = N / N-1)			Croissance trimestrielle (T = T / T-1)					
	Résultat	Prévision		Résultat			Prévision		
	2019	2020	2021	T4 2019	T1 2020	T2 2020	T3 2020	T4 2020	T1 2021
INSEE	4,3	-10,0		0,2	-10,0	-14,9	23,0	0,0	
BdF/BCE	3,7	-21,2 j	15,0 j						
PLF 2021	4,3	-14,5	14,9						

j - Scénario de juin

### 4 - France - Taux de chômage (au sens BIT, DOM compris)

%	Moyenne annuelle			Moyenne trimestrielle					
	Résultat	Prévision		Résultat			Prévision		
	2019	2020	2021	T4 2019	T1 2020	T2 2020	T3 2020	T4 2020	T1 2021
INSEE / a	8,1	9,7		8,1	7,8	7,1			
BdF/BCE	8,4	9,1	11,1						
Crédit Agricole	8,2	9,6	10,6	7,8	7,6	10,1	10,3	10,5	

a - Moyenne annuelle = 4<sup>ème</sup> trimestre

Attention : la baisse du chômage sur le 2<sup>ème</sup> trimestre 2020 est « en trompe-l'œil », car le chômage partiel, mis en place avec le confinement, n'entre pas dans les critères définis par le BIT.

### 5 – Zone Euro - Taux d'intérêt à 3 mois – Euribor

%	Moyenne annuelle			Moyenne trimestrielle					
	Résultat	Prévision		Résultat			Prévision		
	2019	2020	2021	T4 2019	T1 2020	T2 2020	T3 2020	T4 2020	T1 2021
BdF/BCE	-0,4	-0,4 j	-0,4 j	-0,4	-0,4	-0,3	-0,5		

a - Scénario de juin

### 6 – Zone euro - Taux d'intérêt à 10 ans zone euro (Obligations d'État)

%	Moyenne annuelle			Moyenne trimestrielle					
	Résultat	Prévision		Résultat			Prévision		
	2019	2020	2021	T4 2019	T1 2020	T2 2020	T3 2020	T4 2020	T1 2021
<u>France (OAT)</u>									
BdF/BCE	0,13	0,00 j	0,20 j	-0,05	-0,08	-0,01	-0,18		
PLF 2021	0,13	0,20	0,70						
BNP PARIBAS / a	0,08	-0,05	0,25	0,08	-0,05	-0,15	-0,32	-0,05	0,05
Crédit Agricole / a							-0,24	-0,05	-0,05
<u>Allemagne (Bund)</u>									
BCE	-0,25			-0,37	-0,44	-0,47			
BNP PARIBAS / a	-0,19	-0,30	0,00	-0,19	-0,46	-0,50	-0,54	-0,30	-0,20
Crédit Agricole / a							-0,52	-0,40	-0,35

a - Fin de période

j - Scénario de juin

### 7 – Prix du Brent (Mer du Nord, en USD/baril)

USD/baril	Cours annuel moyen			Cours trimestriel moyen					
	Résultat	Prévision		Résultat			Prévision		
	2019	2020	2021	T4 2019	T1 2020	T2 2020	T3 2020	T4 2020	T1 2021
FMI / a	61	36	38						
BdF/BCE	64	36 j	37 j						
PLF 2021	64	42	44						
BNP PARIBAS	64	44	59	63	51	41	41	49	61
Crédit Agricole / b							41	44	40

a - Moyenne des cours mondiaux (Brent, Dubai Fateh, WTI)

b - Résultat du T3 – 2020, cours en fin de période ; prévisions en moyennes trimestrielles

j - Scénario de juin

### 8 – Taux de change : USD pour 1 euro

USD/EURO	Cours annuel moyen			Cours trimestriel moyen					
	Résultat	Prévision		Résultat			Prévision		
	2019	2020	2021	T4 2019	T1 2020	T2 2020	T3 2020	T4 2020	T1 2021
BdF/BCE	1,12	1,09 j	1,08 j	1,11	1,10	1,10	1,17		
PLF 2021	1,12	1,13	1,16						
BNP PARIBAS / a	1,12	1,23	1,27	1,12	1,10	1,09	1,17	1,23	1,24
Crédit Agricole / a							1,17	1,18	1,19

a - Fin de période

j - Scénario de juin

### 9 – Activité de TRM – taux de croissance (SDES, t.km en données CVS - CJO)

%	Croissance annuelle (N = N / N-1)			Croissance trimestrielle (T = T / T-1)					
	Résultat	Prévision		Résultat			Prévision		
	2019	2020	2021	T4 2019	T1 2020	T2 2020	T3 2020	T4 2020	T1 2021
Total pavillon français	3,6			-1,4	-5,7				
- national	3,8			-1,1					
- international	-3,5			-9,1					
- compte d'autrui	4,9			-3,2					
- compte propre	-0,6			5,0					

## Coûts du TRM depuis un an

Usuellement, le CNR présente ici les évolutions de ses **indices synthétiques et analytiques de coûts du TRM**.

Attention, ces indices, qui restent disponibles sur le site internet du CNR, ne reflètent pas la situation de crise. **En effet, les indices « analytiques » suivent l'évolution des coûts à partir de sources qui ne peuvent généralement pas mesurer les effets d'une crise subite telle que celle de la covid-19.**

Les poids des indices « analytiques » dans les indices « synthétiques » sont mesurés par enquêtes avec un an de décalage. **En conséquence, les indices « synthétiques » 2020 ne tiennent actuellement pas compte de la crise covid-19.**

Dans le contexte actuel de forte dispersion des situations économiques, il est préférable de considérer les évolutions propres à chaque marché, à chaque entreprise. À défaut, on prendra au moins en compte les impacts génériques illustrés par le CNR dans les travaux suivants, qui évaluent différents surcoûts subits par les entreprises de transport :

- [Covid-19 - Impact sur les prix de revient du TRM en fonction de la dérive des principaux facteurs de production](#)
- [Covid-19 - Régime d'activité partielle et prime défiscalisée du 1er mars au 31 mai 2020](#)
- [Covid-19 - Régime d'activité partielle et prime défiscalisée à compter du 1er juin 2020](#)
- [Covid-19 - Impact de la crise et coût des mesures sanitaires pour les entreprises de TRM](#)